

Argentine : Benetton se moque des Mapuches

03-07-2006

Basé sur une information de l'INTA (Institut National de Technologie Agricole) , le gouvernement de la province du Chubut a refusé les terres "données" par Benetton pour les Mapuches. L'information technique soutient que des 7514 hectares, moins de 5 pour cent sont utilisables.

Le proverbe populaire sur l'inopportunité de réviser les dents d'un cheval offert, importe peu au Chubut. Le gouvernement de cette province a refusé pour improductifs 7500 hectares de terres que lui avait fait don le propriétaire foncier Luciano Benetton -possesseur de presque un million d'hectares en Patagonie- à la fin de l'année dernière pour qu'elles soient restituées aux communautés mapuches. Selon le gouvernement chubutense, la décision a été adoptée après un rapport de l'INTA ait démontré "leur faible réceptivité productive". Les donations du groupe italien Benetton, au travers de la Compagnie de Terres du Sud Argentin, ont toujours eu pour but de mettre fin au conflit pour les terres qu'il maintient avec le peuple mapuche. Le dernier conflit est terminé par un couple aborigène expulsé d'un terrain de 300 hectares. L'entreprise avait dénoncé Antoine Curiñanco et Rosa Nahuelquir en 2002 pour usurpation et la justice de Esquel avait ordonné leur expulsion. Pour laver son image après cette action, Benetton a proposé en 2004 de remettre aux communautés mapuches 2500 hectares "proches d'Esquel et de bonne terre", comme a assuré la propre compagnie. Il agissait, en accord avec le groupe entrepreneur, d'une "contribution concrète, à la paire symbolique, à la solution d'un affrontement historique". Le peuple mapuche n'avait pas partagé leur vision : ils n'ont pas accepté les terres parce qu'ils soutenaient qu'il ne s'agissait pas de faire de la philanthropie et parce que, disaient-ils, Benetton ne peut donner ce qui ne lui appartient pas. La dernière offre a triplé l'antérieure et a changé de destinataire. En novembre 2005, Benetton a offert 7514 hectares au gouvernement du Chubut. L'objet de l'entreprise était "de concrétiser un projet soutenable au bénéfice des familles aborigènes de la région". Dans un communiqué rempli de bonnes intentions, le propriétaire foncier soulignait : "nous avons opté pour la politique du possible, en réalisant un apport concret alliant quantité et qualité. Nous sommes probablement les premiers à le faire, mais plus qu'occuper ce lieu, ce qui nous intéresse est que cette initiative soit aussi prise par d'autres acteurs pour contribuer à la solution d'un problème séculier". Le champ remis comme preuve de bonne volonté est dans la zone de Piedra Parada, à 50 kilomètres de la localité de Gualjaina et à 150 d'Esquel. Le domaine était à la disposition de la province pour être destiné au développement du peuple mapuche, dont les membres, pour accéder aux terres, devaient élaborer des projets productifs pour les travailler. En accord avec l'entreprise, le champ "dispose d'une source d'eau primaire sur 12 kilomètres, suivant le lit de la rivière Chubut" et est "apte autant pour l'agriculture que pour l'élevage". Mais le gouvernement de la province a préféré regarder les dents, les révisant une à une. Ce sont les ingénieurs agronomes de l'Agence d'Esquel de l'Institut National de Technologie Agricole (INTA) qui se sont chargés de cette tâche. Après avoir révisé le rapport des techniciens, l'opinion de différente dépendance du gouvernement coïncident sur la "faible réceptivité productive des terrains et dans l'investissement disproportionné nécessaire pour développer in situ une production durable dans le temps, pour plus de deux familles à l'intérieur des paramètres productifs normaux et/ou habituels de la zone". Le rapport de l'INTA remis au gouvernement du Chubut indique sur les 7514 hectares, seulement 308 appartiennent au type qui correspond aux vallées et prairies humides ou sous-humides. Du terrain restant (plus de 95 pour cent), 3228 hectares sont des cônes de déjection, des pieds de montagnes et "cañadones" ; 2030, des versants érodés des afloraciones rocheuses, et 1948, des versants avec des pentes douces et avec une exposition sud-ouest, où "les conditions climatiques sont les plus contraires, les plus forts vents, les températures les plus extrêmes, le manque d'eau le plus grand, de même que la susceptibilité à l'érosion pour se développer dans des aires d'égouttage hydrique". (...) Non seulement la production agricole est en doute, les conditions ne sont pas non plus les meilleures pour l'élevage d'animaux. L'analyse de la production fourragère dans le lieu montre que la moyenne de fourrage produit est de 126,4 kilos par an par hectare, "desquels on peut en consommer 45 pour cent pour en réaliser un usage soutenable". L'étude assure que, en prenant en compte qu'une unité d'élevage ovine "requiert 333 kilos de fourrage pour sa subsistance" par an, 5,9 hectares seraient nécessaires pour chaque animal et dans tout l'établissement il ne pourrait pas y avoir plus de 1280 brebis. Pagina/12 (Argentine), 3 juillet 2006. Traduction: Fab, santelmo@no-log.org. <http://amerikenlute.free.fr>